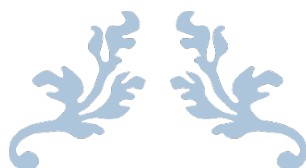


Sous la direction de :  
**Fatié OUATTARA**



---

## REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

*Revue LES TISONS*, Numéro 0004 – déc. 2025  
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524



---

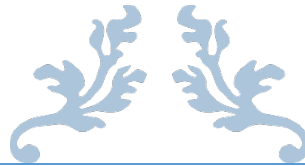
# REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Sous la direction de :  
**Fatié OUATTARA**



---

## REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

*Revue LES TISONS*, Numéro 0004 – déc. 2025  
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524



**Revue LES TISONS, Numéro 0004 – déc. 2025**

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

[revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com)

[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7524

S/C Université Joseph KI-ZERBO  
BV 30053 OUAGA 1200 Logements  
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso



## **Numéros déjà parus**

*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, septembre 2025

*Revue LES TISONS*, No 0003, juin 2025

*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, mars 2025

*Revue LES TISONS*, No 0002, décembre 2024

*Revue LES TISONS*, No 0001, juin 2024

*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024

*Revue LES TISONS*, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023



## **Présentation de la revue**

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme dans le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la

science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique en publication (ligne et papier).

### **Mode de soumission et de paiement**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [estisions@revuelestisons.bf](mailto:estisions@revuelestisons.bf); [revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

## **Considération éthique**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

## **Normes éditoriales**

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogenes*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères

compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

### **Direction de publication**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

### **Secrétariat de rédaction**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

#### **Comité de lecture**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gninlan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

### **Comité scientifique international**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);  
Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);  
Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);  
Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);  
Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);  
Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);  
Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);  
Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);  
Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);  
Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);  
Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);

Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).



**Penser l'endogénéité du développement durable en Afrique postcoloniale à la lumière de la démocratie substantive : prolégomènes à une gouvernance intégrale**

*Thinking about the endogenous nature of sustainable development in postcolonial Africa in light of substantive democracy: prolegomena to integral governance*

**KOUASSI Amenan Madeleine**

*Maître-Assistante de Philosophie*

Madoamenan@yahoo.fr

**GOGBÉ Goli Jean Christ Jonathan**

*Assistant de Philosophie*

gogbegolijeanchristjonathab@gmail.com

Université Alassane OUATTARA

**Résumé :** Le propos de cette réflexion, substantiellement, met en exergue l'idée suivant laquelle le développement durable, nonobstant la dimension quasi carcanesque à laquelle l'on a coutume de le réduire qui est l'écologie, est fondamentalement une question, non seulement de volonté politique, mais aussi et surtout, de politique démocratique, et plus précisément de « démocratie substantive ». Toutefois, même si l'Afrique, tristement d'ailleurs, est « un continent cobaye, un véritable laboratoire des postulats, axiomes, idéologies, théories et empiries divers et variés en provenance du reste du monde » selon K. Nubupko (2019, p. 6), « il faut regarder, [aujourd'hui], du côté de l'Afrique » K. Nubupko (2019, p. 6). Cette idée, qui traduit un état de fait et la volonté, non pas de résignation mais de résilience, met clairement en relief l'articulation logique des notions constitutives de nos propos, à savoir "développement durable" et "démocratie substantive". En fait, si l'une est le produit d'une importation conceptuelle, bien que l'effectivité de la pratique ait eu cours dans les sociétés africaines précoloniales, l'autre, quant à elle, est une conceptualisation née de l'endogénéité africaine dans ce qu'elle a et peut proposer pour la réalisation d'un développement endogène durable, intégral et transversal. À travers cette réflexion, les auteurs se proposent,

par le truchement d'une lecture de la démocratie substantive, de montrer son efficacité et son efficence dans la mise en place d'un développement durable qui puise ses sources et ressources dans les mythes, cosmogonies et cosmologies de l'Afrique ancienne, mais dont les lumières, éclairantes à plusieurs égards, peuvent briller sur l'aujourd'hui, afin d'indiquer et ouvrir les chemins de demain. Dans cette perspective, la problématique à laquelle nos réflexions veulent tenter de répondre, constituée d'un problème central ramifié en des questions subsidiaires, s'énonce comme suit : comment la pensée de la démocratie substantive éclaire-t-elle sur la signification du développement durable saisi en son endogénéité africaine ? Que faut-il entendre et comprendre par démocratie substantive ? Quel (s) recouvrement (s) sémantique (s) le concept de développement durable implique-t-il ? En quoi la démocratie substantive est-elle susceptible d'arracher, en Afrique postcoloniale, le développement durable des chemins déjà battus, sinueux et insidieux ? Avec pour objectif général de montrer que la démocratie substantive permet de repenser la problématique de l'endogénéité en matière de développement à nouveau-frais, nous utiliserons, pour y parvenir, des méthodes historiques, analytique et critique.

**Mots-clés** : démocratie substantive, développement durable-endogénéité, Afrique.

***Abstract:** The main point of this reflection is to highlight the idea that sustainable development, notwithstanding the almost restrictive dimension to which it is usually reduced—namely, ecology—is fundamentally a question not only of political will, but also and above all, of democratic politics, and more specifically, of “substantive democracy.” However, even if Africa, sadly, is “a guinea pig continent, a veritable laboratory for postulates, axioms, ideologies, theories, and diverse and varied empirics from the rest of the world,” according to K. Nubupko (2019, p. 6), “we must look, [today], towards Africa” (K. Nubupko, 2019, p. 6). This idea, which reflects a state of affairs and a desire not for resignation but for resilience, clearly highlights the logical articulation of the constituent notions of our discussion, namely “sustainable development” and “substantive democracy”. In fact, while one is the product of a conceptual import, even though the practice existed in pre-colonial African societies, the other is a conceptualization born from African endogeneity, in what it has and can offer for the realization of sustainable, comprehensive, and cross-cutting endogenous development. Through this reflection, the authors propose, by way of an interpretation of substantive democracy, to demonstrate its effectiveness and efficiency in establishing sustainable development that draws its sources and resources from the myths,*

*cosmogonies, and cosmologies of ancient Africa, but whose insights, illuminating in many respects, can shine upon the present, in order to indicate and open the paths of tomorrow. From this perspective, the central issue our reflections seek to address, comprised of a central problem branching into subsidiary questions, can be stated as follows: how does the concept of substantive democracy shed light on the meaning of sustainable development understood in its African endogenous context? What is meant by substantive democracy? What semantic overlap(s) does the concept of sustainable development imply? In what ways is substantive democracy capable of wresting sustainable development, in postcolonial Africa, from the well-trodden, winding, and insidious paths? With the overall objective of demonstrating that substantive democracy allows us to rethink the issue of endogeneity in development from a fresh perspective, we will employ historical, analytical, and critical methods to achieve this.*

**Keywords:** *substantive democracy, sustainable development-endogeneity, Africa.*

#### **Pour citer cet article**

---

Amenan Madeleine KOUASSI, GOGBÉ Goli Jean Christ Jonathan, 2025, « Penser l'endogénéité du développement durable en Afrique postcoloniale à la lumière de la démocratie substantive : prolégomènes à une gouvernance intégrale », *Revue LES TISSONS*, No 0004, décembre, pp. 403-426.

#### **Introduction**

Dans son ouvrage, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Gilbert Rist, en ayant indexé la dimension idéologique et partant étriquée de cette notion et ses implications sur les rapports des hommes entre eux et des hommes envers la nature, a montré, en somme, que la rationalité qui gouverne la notion et les pratiques de développement ne sont pas de nature à perdurer.

Le développement, du point de vue idéologique sus-mentionné, n'est que « le triomphe planétaire du tout-marché » (S. Latouche, 2005, p. 12) qui, comme tel, constitue « une entreprise agressive envers la nature comme envers les peuples, (...) une œuvre à la fois économique et militaire de domination et de conquête » (S. Latouche, p. 12). Car, en réalité, « le contenu implicite ou explicite du développement est la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît » (S. Latouche, 2005, p. 13). Raison pour laquelle le développement, quoiqu'ayant constitué la « période historique de la grandeur et de la

prospérité de l'Occident, est sur le point de s'achever », suivant S. Latouche (2005, p. 2).

Toutefois, le passage à la réalisation ou l'effectivité de l'achèvement du développement nécessite, telle une urgence, « une véritable décolonisation de notre imaginaire et d'une déséconomisation des esprits, nécessaires pour changer vraiment le monde (...) [par] d'autres raisons d'être que l'expansion de la production et de la consommation [qui constitue le nerf du développement] » (S. Latouche, 2005, p. 11). En clair, il nous faut parvenir à « un après-développement » (S. Latouche, 2005, p. 9).

La notion de développement durable en est une dont la réceptivité, d'emblée, ne fait pas l'unanimité. Car, si pour les uns, en l'occurrence l'auteur de *Le petit livre du développement durable*, cette expression à une résonance positive dans la mesure où pour lui, « la démarche du développement durable vise à sauver la planète, mais aussi l'homme » (X. D. Bayser, 2009, p. 34), il n'en est pas ainsi pour les autres, notamment et même paradoxalement pour quiconque suit la logique de notre raisonnement, de Serge Latouche. En fait, celui-ci, pointant du doigt le développement, indique que les thuriféraires de cette idéologie, sous les coups de boutoir de leurs contempteurs, lui ont fait revêtir des habits neufs en inventant « des développements à particule.

On a vu surgir des développement autocentrés, endogènes, participatifs, communautaires, intégrés, authentiques, autonomes et populaires, équitables, durable ... » (S. Latouche, 2005, p. 13). Dans ce rajeunissement des vieilles lunes, selon l'auteur de *Décoloniser l'imaginaire*, « le développement durable (...) est un (...) bricolage conceptuel ; il s'agit d'une monstruosité verbale par son antinomie mystificatrice » (S. Latouche, 2005, p. 14-15).

Cependant, sans velléité d'épaissir la controverse déjà grosse sur les notions de "développement" et de "développement durable" qui pour nous est une question de choix, nous optons pour l'optimisme et choisissons de lester la notion de "développement durable" d'une charge affirmative comme pouvant, à la lumière d'ailleurs de la démocratie substantive, répondre, d'un point de vue téléologique, à cet « après-développement », dont l'économie, pour emprunter encore au champs lexical de Serge Latouche, est « de mettre au centre de la vie humaine d'autres significations et d'autres raisons

d'être que l'expansion de la production et de la consommation » (2005, p. 11).

Plus précisément, par « après-développement », que nous connotons par développement durable, comme le souligne S. Latouche (2005, p. 15), « il s'agit de la recherche des modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social ». Cela revient, au fond, à délester la vie humaine de ses ramifications devenues constitutives et exclusives qui ont pour noms production et consommation, afin de la prendre en charge et au sérieux en la considérant comme une valeur en soi, ce qui, selon Achille Mbembe, constitue le projet même de la démocratie substantive. Pour ce penseur contemporain, la « démocratie substantive, qu'il faudra construire pas à pas et sur la durée, en réarmant la pensée, (...) n'a de sens que si elle est ordonnée à un dessein plus élevé, qui est la réparation et le soin du vivant » (A. Mbembe, 2024, p. 6).

C'est donc en raison de cette congruence téléologique entre développement durable et démocratie substantive que nous sommes amenés, d'un point de vue épistémologique et théorique, à fonder en raison la possibilité d'une réalisation, en contexte africain contemporain ou postcolonial, l'endogénéité du développement durable comme la résultante de la démocratie substantive.

À travers cette réflexion, les auteurs se proposent, par le truchement d'une lecture de la démocratie substantive, de montrer son efficacité et son efficience dans la mise en place d'un développement durable qui puise ses sources et ressources dans les mythes, cosmogonies et cosmologies de l'Afrique ancienne, mais dont les lumières, éclairantes à plusieurs égards, peuvent briller sur l'aujourd'hui, afin d'indiquer et ouvrir les chemins de demain.

Dans cette perspective, la problématique à laquelle nos réflexions veulent tenter de répondre, constituée d'un problème central ramifié en des questions subsidiaires, s'énonce comme suit : comment la pensée de la démocratie substantive éclaire-t-elle sur la signification du développement durable saisi en son endogénéité africaine ? Que faut-il entendre et comprendre par démocratie substantive ? Quel recouvrement sémantique le concept de développement durable implique-t-il ? Quels sont les enjeux et défis pour la réalisation endogène du développement durable en Afrique postcoloniale par le

truchement de la démocratie substantive ? Avec pour objectif général de montrer que la démocratie substantive permet de repenser la problématique de l'endogénéité en matière de développement à nouveau-frais, nous nous utilisons, pour y parvenir, des méthodes historique, analytique et critique.

## 1. "Démocratie substantive" et "Développement durable"

### 1.1. La démocratie substantive : un projet endogène d'une politique de l'homme et du vivant

La notion de « démocratie substantive », dont on doit la paternité à l'historien et politologue Achille Mbembe, loin de jouir d'un dispositif théorique rigoureux qui explique et justifie ses tenants et aboutissants à l'instar de « la postcolonie » (A. Mbembe, 2023) est, pourrait-on dire, une expression proférée à vif, voire spontanément, dans la conjoncture de libération par les forces militaro-politiques africaines endogènes du néocolonialisme. En tant que tel, elle prend et fait sens dans ce qu'on pourrait appeler des notes de travail d'Achille Mbembe qui ont donné leurs titres à textes inédits comme suit libellés : "En Afrique, il faut réarmer la pensée" et "Afrique-France : la fin d'un cycle historique ». Il va sans dire que, pour comprendre la notion de « démocratie substantive », il importe de partir du contexte qui a présidé à sa profération.

Le contexte africain postcolonial dans lequel se situe la verbalisation de la « démocratie substantive », est d'ordre socio-politique, notamment la révolution pour l'affirmation de leur souveraineté politique dans les pays de l'AES<sup>30</sup> que sont le Mali, le Burkina Faso et le Niger. En effet, en reconnaissant que ces luttes pour la souveraineté effective des États africains sont légitimes en raison « du modèle français de la décolonisation incomplète » (A. Mbembe, 2023) et ce, parce que « l'Afrique est entrée dans un autre cycle historique » (A. Mbembe, 2023), Achille Mbembe ne semble pas donné quitus à l'approche qui consiste, comme le font les pays de l'AES, à faire de la force militaire le moyen pour parvenir à la

---

<sup>30</sup> Association des États du Sahel.

souveraineté politique qui, pour lui et sur un ton critique, est qualifiée de « néosouverainisme »<sup>31</sup>.

Ce « néosouverainisme », dont la structure nerveuse est la force militaire est, sur le long terme, infructueuse relativement au but escompté par les néosouverainistes. L'auteur, fort apparemment d'une expérience vécue et/ou constatée de l'histoire politique africaine, note qu'en la matière, « la raison militaire et la raison civile ont toujours difficilement cohabité sur le continent. Sur le long terme, la stabilité passera par une démilitarisation effective de tous les domaines de la vie politique, économique et sociale. » (A. Mbembe, 2023) C'est donc dans cette perspective de convergence quant à la fin et de divergence relativement au moyen de lutte pour la souveraineté qu'Achille Mbembe, dans ses deux réflexions aux intitulées sus-mentionnées, propose la notion de « démocratie substantive ».

Mais, cette dernière, dans le sillage des démocraties à particules, prend place et sens dans un carrousel ou complexe de types de démocraties, plus précisément la démocratie formelle ou électorale qui, comme chacun le sait, a constitutionnellement cours sous nos tropiques. La « démocratie substantive », dans cette optique, s'inscrit en faux contre « la démocratie électorale [qui] n'apparaît plus comme un levier efficace des changements profonds auxquels aspirent les nouvelles générations. Truquées en permanence, les élections sont devenues la cause sanglante des conflits. » (A. Mbembe, 2023). C'est donc contre cette démocratie électorale, au demeurant conflagrante, qu'est proposée, par Achille Mbembe, l'expression « démocratie substantive ».

Toutefois, cette démocratie substantive, qui est une sorte de "réflexion à vif ou spontanée", n'est pas partie prenante de l'architecture bibliographique de l'auteur mais, un sentier intellectuel nouveau dont il en appelle à la mise en chantier par l'intelligence

---

<sup>31</sup> Relativement à ce concept, il importe de noter que, chez Achille Mbembe, et ce dans l'économie de l'univers intellectuel et spirituel dans lequel il évolue, le « néosouverainisme » à mauvaise presse. Car, pour lui, cette approche bien qu'étant légitime et noble dans son ambition, n'est pour autant pas exempte de reproche en raison notamment de l'argument de la force qui en constitue le point d'orgue. Or, dans la mesure où la force militaire, brutale en dernière instance est mortifère, elle va à l'encontre de la démocratie substantive, qui est le lieu de la célébration de la vie par excellence.

collective des Africains et ce, par l'apport multiple et multiforme des uns et des autres. C'est ce qu'il écrit lui-même quand il affirme qu'« à rebours de ces chemins de l'impasse et du fétichisme des élections, il faut miser sur une démocratie substantive, qu'il faudra construire pas à pas, en réarmant la pensée, en réhabilitant le désir d'histoire et en lieu et place de nouveaux maîtres, en misant sur l'intelligence collective des Africaines et des Africains » (A. Mbembe, 2023). Et ce, la démocratie, suivant sa configuration substantive, est essentielle et libératrice pour l'Afrique « que si elle est ordonnée à un dessein plus élevé, qui est le soin du vivant » (A. Mbembe, 2023).

Par « démocratie substantive », il faut entendre et comprendre une politique de prise en compte de ce qui est, à la fois, substantiel à l'homme et aux autres êtres, à savoir la vie. Cette vie, en l'homme et en tout autre espèce qui la porte, devra être, sous la bannière de la « démocratie substantive », reconnue, célébrée et protégée de toute velléité thanatogène. Dans la mesure où cette « démocratie substantive » est à construire suivant une perspective relevant de l'endogénéité africaine, nous y reviendrons ultérieurement pour tenter de la fonder en raison dans les métaphysiques et les cosmogonies africaines. Cela permet, à terme, de comprendre la nécessité de sa corrélation d'avec le développement durable.

## **1.2. Développement durable : entre apparente neutralité sémantique et interprétation idéologique**

Le développement durable désigne un mode de développement qui vise à répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, en conciliant de manière équilibrée les dimensions économique, sociale et environnementale du développement. Il repose sur la recherche d'une croissance inclusive, socialement équitable et écologiquement soutenable, fondée sur une gestion responsable des ressources naturelles et sur la justice intergénérationnelle.

En philosophie, le développement durable peut être compris comme un principe normatif de justice intergénérationnelle et intragénérationnelle, qui interroge les fondements éthiques de l'action humaine face à la finitude des ressources naturelles. Il vise à

articuler responsabilité morale, solidarité sociale et respect de la nature, en posant la préservation des conditions de vie futures comme une exigence éthique majeure de l'agir individuel et collectif.

En partant de la pensée de Kako Nubupko suivant laquelle l'Afrique, en raison d'une philosophie de l'histoire qui lui est factuellement défavorable, se trouve être « un continent cobaye, un véritable laboratoire des postulats, axiomes, idéologies, théories et empiries divers et varié en provenance du reste du monde » (K. Nubupko, 2019, p. 6), il est possible d'affirmer au premier abord que la notion de « développement durable », en Afrique, est un produit d'importation. En tant que tel, en vue de sa consommation, il a imposé de gigantesques efforts d'appropriation, mais aussi des conflits parfois qui, dans les faits, lui décerne une facture au contenu infructueux qui, bien au contraire, se déploie suivant la modalité d'une fracture multiforme.

Toutefois, nous optons pour l'optimisme quant à la possibilité de la réalisation d'un développement durable africain et endogène, dont les racines théoriques et épistémologiques, sur fond de la « démocratie substantive », profitera aux Africains et au reste du monde éventuellement. Mais, bien avant, il importe, dans cette stase de notre argumentation, d'esquisser une brève exploration sémantique de la notion de « développement durable » et ce, par le truchement du contexte politique et idéologique qui a présidé à sa naissance, son émergence et partant sa réceptivité en Afrique.

Suivant une optique contextuelle, il importe de souligner que, ce qui a présidé à la naissance, l'émergence et l'extension au reste du monde du développement durable, n'est autre que le constat fait par l'Occident, après deux siècles de révolutions industrielles au demeurant promues comme facteur exclusif de développement, de l'épuisement des ressources de tout ordre. En fait, ainsi que le souligne Sylvie Brunel (2008, p. 6),

dans les dernières décennies du XXe siècle, confronté à l'explosion démographique et à l'émergence des pays pauvres, l'Occident a pris conscience des limites de la planète. Il a décidé de qu'il fallait la respecter, la préserver pour l'avenir. Sceptique au début, le reste du monde a fini par se laisser convaincre. Le développement durable met en accusation deux siècles de révolution industrielle

De cette pensée, qui d'ailleurs naît d'un abus du développement, découle la définition classique et même canonique du développement durable qui, comme on le sait, consiste à faire un usage optimal et intelligent des ressources planétaires par les générations actuelles sans compromettre celles du futur à satisfaire les leurs. Cela revient à signifier que, contrairement à Xavier de Bayser. (2009, p. 32), qui affirme d'abord qu'« il ne faut (...) pas seulement considérer l'écologie comme l'un des piliers du développement durable mais comme son fondement même » pour ensuite noter que l'écologie représente l'élément privilégié du développement durable » (Xavier de Bayser, p. 81), il importe de prendre au sérieux le développement durable en la considérant, dans le sillage de Sylvie Brunel, comme une réalité transversale, voire holistique. Car, ainsi que l'a écrit l'auteur de *À qui profite le développement durable ?* avec l'avènement de celui-ci, « non seulement l'habitat, mais les transports, l'alimentation, la production de marchandises, leur recyclage, la gestion des déchets ... tout est décliné à la mesure d'un développement durable (...) », (Sylvie Brunel, 2008, p. 7).

Toutefois, le développement durable, par-delà son apparente neutralité sémantique que l'on connaît depuis la publication du rapport Brundtland de 1992, et suivant la géographe Sylvie Brunel sous le prisme de laquelle nous interprétons cette notion, est le fruit d'une idéologie ; mieux, d'une hypocrisie occidentale. En effet, pour elle, la naissance, l'émergence et l'imposition au reste du monde de la notion de développement durable, est la résultante d'une volonté occidentale avouée, après deux siècles de promotion de l'industrialisation comme voie unique de développement, d'obstaculer l'accès aux pays dits « pauvres » au « nectar » que constitue le développement et ce, au risque de se voir « rattraper » par ceux-ci. Ainsi, la prise de conscience occidentale de la pénurie des ressources planétaires ayant conduit à cette nouvelle religion qu'est le développement durable,

s'inscrit dans le contexte des vingt années de mondialisation que nous venons de connaître. Elles ont bouleversé la face du monde en généralisant le développement industriel (...) Ces pauvres de plus en plus nombreux qui prétendent devenir riches ne sont-ils pas en train de surcharger la barque ? Pour justifier leurs inquiétudes, les riches invoquent une divinité à la fois fragile et

toute-puissante, qu'il faut à tout prix préserver sous peine de subir sa vengeance : la Planète (...) (Sylvie Brunel, 2008, pp. 8-9).

Le développement durable, lu par le biais de Sylvie Brunel, relève d'une idéologie occidentale qu'il faut dénoncer à un triple niveau. D'abord, en tant qu'un instrument venu accentuer le fossé existant entre riches et pauvres. En tant que tel, le développement durable introduit « un apartheid [qui] oppose riches et pauvres, autant géographique que social. Géographique, car les pays riches accusent les pays pauvres de dilapider les ressources de la planète. Social, car partout les pauvres sont victimes de discriminations ciblées » (Sylvie Brunel, 2008, pp. 11-12).

Ensuite, parce que tel que mis sur l'échiquier des idées et des actions, le développement durable, dans la trajectoire évolutive de l'humanité, marque la scansion ou la station d'une involution car, si « l'objectif premier du développement [est] de libérer l'être humain des contraintes matérielles et de l'asservissement à l'énergie humaine » (Sylvie Brunel, 2008, p. 29), alors « le développement durable, tel qu'il est décliné aujourd'hui au quotidien, n'est d'abord qu'un vaste retour en arrière », (Sylvie Brunel, 2008, p. 29).

Enfin, partant de ce que le premier, et même ultime bénéficiaire de tout développement c'est l'être humain, le développement durable semble être démagogique car, « tout est désormais décliné par le prisme de l'environnement. C'est la planète qui prime, avec grand P », (Sylvie Brunel, 2008, p. 14). Or, en réalité, le développement, quel que soit son fondement et son objectif, ne doit être que la promotion de l'être humain. C'est pourquoi « l'être humain doit primer sur tout autre préoccupation », (Sylvie Brunel, 2008, p. 70).

Mais, qu'est-ce l'être humain ? Comment penser celui-ci sans nécessairement établir, entre les autres êtres vivants, la Nature et lui, une relation d'extériorité et de supériorité de sorte à le considérer comme ayant, en tant qu'humain, des ramifications végétale, animale et minérale ? Quelle pourrait être, suivant une optique endogène africaine précoloniale, les significations d'une démocratie substantive pour un développement durable qui saurait constituer des prolégomènes à une gouvernance intégrale ?

## **2. Démocratie substantive, développement durable et endogénéité précoloniale africaine**

Ainsi que souligné dans l'introduction à cette réflexion, et notamment sous la conduite de la pensée de l'économiste Kako Nubukpo, il s'agit, contre toute réception et digestion passive des idées et théories venues d'ailleurs, de tenter de voir les choses de l'intérieur de l'Afrique où se jouera, comme l'indique le philosophe S. Diakité (2024, p. 9), « l'avenir du monde ».

Dans une telle perspective, il est judicieux de tourner le regard vers le passé de l'Afrique afin d'y puiser, dans une certaine tradition de systèmes de pensée au demeurant heuristique pour éclairer l'aujourd'hui et illuminer les chemins de demain. Dès lors, qu'est-ce que l'endogénéité précoloniale africaine aurait à nous souffler comme instruction relativement au développement durable ici envisagé par le truchement de la démocratie substantive comme boussole ou prolégomènes à une bonne gouvernance en Afrique contemporaine ?

### **2.1. De la démocratie substantive comme cosmosophie et anthropolitique dans l'endogénéité précoloniale africaine**

La « démocratie substantive », qu'il faudra, selon son concepteur et promoteur, « construire pas à pas, en réarmant la pensée » (A. Mbembe, 2023, inédit) est au fond, une politique de « réparation et [de] soin du vivant » (A. Mbembe, 2023, inédit). En effet, si tel en est le cas, c'est parce que le lieu de réarmement de la pensée duquel procède ladite démocratie n'est autre, pour Achille Mbembe, que les sociétés africaines précoloniales, ces « régions du monde d'où auront émergé une théorie du vivant (...) et une théorie de l'ontogénèse dont nous n'avons pas suffisamment exploité toutes les potentialités » (A. Mbembe, 2023, p. 39).

Si tant est que la démocratie substantive prend sens et forme dans une théorie générale du vivant qui ont pour noms cosmosophie et anthropolitique et dont elle n'est qu'une singulière ramification, il importe, substantiellement, d'en dire un mot. Cela permettra, à terme, de montrer que le développement durable, qui dans son déploiement actuel insiste sur la relation quasi symbiotique entre l'homme et les autres incarnations du vivant, n'est en fait que la

désignation nouvelle d'une chose ancienne, laquelle ayant déjà eu cours dans les systèmes de pensée des sociétés africaines d'avant la colonisation.

La cosmosophie et l'anthropolitique, qui littéralement et respectivement signifient sagesse du monde et politique de l'homme, selon Achille Mbembe dans *La communauté terrestre*, et sur fond de connotation animiste, sont des modalités ou ramifications des cosmogonies ayant eu cours dans les systèmes de pensées des Africains anciens « que beaucoup, (...) ont cru assigner à tort aux "sociétés inférieures" » (A. Mbembe, 2023, p 18).

Contrairement à cette lecture, à une époque de quasi-institutionnalisation de l'inimitié comme fondement des relations entre les hommes et entre les États ainsi que du brutalisme et la combustion du Monde et de la Vie sous presque toutes ces formes, il importe, suivant l'auteur de *La communauté terrestre*, « de proposer, à partir de l'Afrique, une saisie intelligible des principales forces de transformation du vivant à l'ère de la planétarisation », (A. Mbembe, 2023, p. 5). Cette ambition, au demeurant sotériologique du Monde à partir de l'Afrique, Achille Mbembe l'appréhende suivant une rétrospection à l'endroit de nos réserves spirituelles ancestrales qui, pour lui, ont une grande intelligence de la compréhension du Monde, de la Terre et partant de la Vie qui forment « une chaîne symbiotique (...) du vivant et ses innombrables manifestations (...) » (A. Mbembe, 2023, p. 17).

En effet, la démocratie substantive, que nous déclinons pour mieux la cerner en cosmosophie et anthropolitique, n'est au fond qu'une fête de la Vie qui, dans les sociétés africaines précoloniales, est l'apanage partagé de tous les êtres qui forment, ensemble, la communauté terrestre. Dès lors, comment se manifeste cette vision oeucuménique de la substance partagée qu'est la Vie dans l'économie des cosmogonies africaines anciennes ?

Selon Achille Mbembe, dans les métaphysiques animistes des Africains anciens, « les humains, les espèces animales, végétales et minérales, les microbes, les vents, les tornades, les ouragans, les bactéries et les virus ainsi que les océans, les cieux, le climat (...) font inséparablement partie [du Vivant] (...). Toutes ces forces ne participent pas de la même espèce et il s'agit, à proprement parler, d'entités différentes mais elle sont, chacune à sa manière, des *esquisses*

*du vivant* » (2023, p. 17). En fait, ce qu'il convient de comprendre par cette pensée, c'est que, à propos du vivant, c'est de la Terre dans son intégralité dont il s'agit et qui, en tant que tel, confirme l'humanité de l'homme dans la mesure où dans logique des cosmogonies animistes des sociétés africaines précoloniales, c'est en effet dans la relation que nous avons avec l'ensemble du vivant que se manifeste, en dernière instance, la vérité de ce que nous sommes, c'est-à-dire de notre humanité qui a, substantivement, la vie en partage avec les autres êtres.

Dans la logique d'une telle rationalité, note A. Mbembe (2023, p. 18), « il n'existe aucun mur étanche entre les formes vivantes, régies qu'elles sont par la circulation permanente des flux et des énergies (...) Les humains empruntent aux plantes qui, à leur tour, prennent la forme d'animaux, lesquels n'hésitent pas à revêtir le masque des ancêtres, sur fond d'infinies variations, le long des lignes souvent fort éloignées les unes des autres ».

La cosmogénèse et l'anthropolitique, en tant que manifestations de la démocratie substantive saisie dans la quiddité des cosmogonies et métaphysiques des sociétés africaines précoloniales, postulent et même radicalisent la thèse suivant laquelle la vie, élément à la fois transversal et substantiel à tout être, est et demeure ce qu'il y a lieu de valoriser, protéger et sacrifier.

## **2.2. De l'idée du développement durable**

Celle-ci est, de prime abord, une philosophie du temps long sur fond de la fragilité humaine dans l'imaginaire de l'endogénéité précoloniale africaine. *A priori*, il pourrait paraître anachronique et même prétentieux d'appliquer à la précolonialité africaine une expression assez contemporaine de « développement durable ». Celle-là a fait irruption sur l'échiquier des idées, à la fois idéologique et politique, au lendemain et à la faveur de la conférence de 1992, de laquelle est issue ce qui constitue son « extrait d'acte de naissance », à savoir le rapport Brundtland.

Dans ce rapport en effet, la notion de développement durable recouvre un univers sémantique qui postule et radicalise l'idée de la disposition actuelle des ressources suivant une perspective qui n'empiète pas sur leur usage ultérieur par les générations futures.

Comme on peut le voir, la définition la définition que l'on donne au développement durable, fondamentalement, n'est guère éloignée de la vision cosmogonique que les anciennes sociétés africaines dont la quintessence, substantiellement, a été mise en évidence dans le cours des lignes de la précédente rubrique. Laquelle, ainsi que le souligne S. Brunel (2008, p. 7), « (...) respecte la nature, les milieux vivants, ce qu'on appelle les "écosystèmes" ». De la sorte, il est possible, contre tout anachronisme apparent, d'avancer l'idée d'une accointance généalogique entre la nouveauté syntaxique du syntagme « développement durable » et l'ancrage de son antériorité dans les systèmes anciens de pensées africaines.

Si tel en est le cas, c'est en raison d'une signification singulière de la culture et de l'imaginaire dans lesquels évoluèrent nos Ancêtres. C'est pourquoi, pour faire valoir et fonder en raison l'idée de résonance entre les implications contemporaines du développement durable et ses modalités déjà à l'œuvre dans l'épistémè de l'Afrique ancienne, il importe, somme toute brièvement, de brandir sur l'échiquier des idées quelques considérations sur les fondements de l'imaginaire culturel qui irradiait et irriguait la psychologie et la mentalité des Africains anciens. Car, dans la mesure où nos comportements sont influencés par nos croyances, il convient, pour avoir l'intelligence des comportements des Africains anciens à l'égard de la nature, de partir de leurs croyances, c'est-à-dire, plus précisément, de l'idée qu'ils se firent du Monde, de l'homme ainsi que de leur interaction. Dès lors, de quoi l'imaginaire des systèmes de pensée africains traditionnels est-il le nom ?

À lire Achille Mbembe, notamment *La communauté terrestre*, l'imaginaire à l'œuvre dans les systèmes de pensée cosmogoniques qui définissent le politique et l'écologique, est radicalement à rebours de celui actuel, et que Serge Latouche, dans *Décoloniser l'imaginaire*, nomme la « rationalité ». Celle-ci, en effet, sur fond d'instrumentalisation, mobilise la raison humaine à la rentabilité et l'efficacité à des fins d'assujettissement, de domination et d'exploitation, non seulement de l'homme par l'homme et sur l'homme, mais surtout, de l'homme sur la nature dont les dégâts, à la fois sur l'homme et la nature, ont constitué les fonds baptismaux du développement durable.

Contrairement à cet imaginaire, aux expressions et effets prédateurs, les Africains anciens ont su et pu, à travers une lecture et compréhension autre, se situer, comme l'écrit S. K. Grandvaux (2022, p. 13),

dans un cadre global (...) de pensée (...) écologique qui accorde une place centrale au vivant en général ; laquelle amène à redessiner les rapports entre les humains et leur environnement (...) dans une politique qui non seulement permette de favoriser les conditions d'habitabilité de la Terre mais qui offre également à tout humain la possibilité d'une vie digne, d'une vie vivable.

Ce faisant, poursuit la préfacière de *Pour un monde en commun. Regards croisés entre l'Afrique et l'Europe*, les Ancêtres des Africains ont pu et sur, avant l'heure, faire « retour à la terre, (...) retour à l'humilité (...) [pour] tisser, avec l'ensemble des êtres vivants (plantes, animaux, insectes, oiseaux, bactéries, champignons), des rapports complexes d'échange d'énergie », (S. K. Grandvaux, 2022, p. 14). C'est justement ce qu'Achille Mbembe, dans *La communauté terrestre*, qui nous sert de viatique et de boussole dans cette réflexion, nomme l'« écologie générale », cette espèce d'arôme spirituelle de l'imaginaire ayant structuré le psychisme et les pratiques des hommes et des femmes dans l'Afrique ancienne et qui, aujourd'hui, a pour nom « développement durable ».

Dans l'économie de la réflexion déployée dans la première respiration de notre propos relativement à la Terre, sa signification et son occupation dans la pensée cosmogonique des gens des anciennes sociétés africaines, il a été fait mention du fait que, pour ces derniers, le Monde, la Terre et ses populations, comme le dit A. Mbembe (2023, p. 16), constituent ou forment « une histoire de bio-symbiose ».

Cette histoire bio-symbiotique, au fond, traduit l'idée suivant laquelle le Monde ou la Terre, en réalité, est le lieu de l'étendu du vivant et ses nombreuses manifestations. Dans cette optique, la culture consiste à faire savoir et à vivre suivant une logique organisationnelle de type relationnel et holistique qui postule, voire radicalise l'idée selon laquelle l'Univers, le Monde ou la Terre, est composé de forces invisibles et obscures, de génies, des ancêtres et leurs substituts, ainsi que des esprits et des masques.

En somme, ainsi que le souligne l'auteur de *La communauté terrestre*, la Terre ou le Monde est le lieu de « l'innombrable luxuriance de la vie » (A. Mbembe, 2023, p. 17). Cette configuration des choses, contrairement à l'approche anthropocène qui fut au fondement d'une sorte d'extériorité et de supériorité de l'homme vis-à-vis de la nature, instille dans l'esprit de l'homme de l'Afrique ancienne qu'il n'est qu'une ramification ou manière d'être singulier du vivant. En tant que tel, il développe des affinités, connues ou inconnues, avec les autres êtres vivants avec lesquels il est en correspondance minérale, végétale ou animale puisqu'en fait,

il n'existe aucun mur étanche entre les formes vivantes, régies qu'elles sont, par la circulation permanente des flux et des énergies (...) Les humains empruntent aux plantes qui, à leur tour, prennent la forme d'animaux, lesquels n'hésitent pas à revêtir le masque des ancêtres, sur fond d'infinies variations, le long de lignes souvent fort éloignées les unes des autres » (A. Mbembe, 2023, p. 18).

En raison de cet univers mental, les métaphysiques animistes des anciennes sociétés africaines enseignent, au demeurant, que l'être humain n'est qu'une simple ramification du vivant, et partant redevable, pour son existence et sa survie, aux autres expressions du vivant parce qu'impossible de se tenir debout tout seul. Il va s'en dire que l'homme, dans l'optique de l'écologie générale constitutive et structurante de l'imaginaire des Africains anciens, est un être dont la composition architecturale est plurale, c'est-à-dire dont la solidité tient de son lien avec autres correspondants, à savoir le minéral, le végétal et l'animal. Par conséquent, l'homme s'avère fragile et, il est nécessaire, pour son existence et sa survie à long terme, de lui apprendre « à partager le monde avec les autres, telle était la clef de la durabilité du monde et la pierre d'angle de toute cosmologie élargie- *l'écologie générale* », (A. Mbembe, 2023, p. 198).

Cette prise de conscience de la vulnérabilité humaine au nom de laquelle est radicalisée la philosophie du temps long ou de la durabilité dans laquelle la culture inscrit le sujet humain, selon Achille Mbembe, se traduit par la notion de « passant » qui constitue le dernier point développé dans son livre *Politiques de l'inimitié* et sur

lequel nous voulons marquer un cursif arrêt et clore le propos de ce moment de notre réflexion.

*Politiques de l'inimitié*, qui au total pourrait être lu comme un procès de la marche du monde contemporain par Achille Mbembe sur fond d'une trilogie dont les termes sont « le rétrécissement du monde et le repeuplement de la terre », « redéfinition (...) de l'humain dans le cadre d'une écologie générale » et « l'introduction généralisée d'outils et de machines calculants ou computationnels dans tous les aspects de la vie sociale ». Le tout, conduisant en somme à une combustion du Monde et des hommes. Pour tenter à son niveau d'attirer l'attention afin de prévenir une sorte d'apocalypse qui, quoiqu'inévitable mai qui risque fort bien d'être précipitée, il expose sur l'échiquier des idées le concept de « passant ». Dès lors, que pourrait signifier ce vocable et en quoi est-il pertinent dans le cadre de raisonnement actuel ?

En choisissant délibérément de faire abstraction de la charge sémantique de la notion de « passant » du point de vue terminologique afin de ne pas "inutilement" alourdir l'argumentation, nous voulons nous pencher directement sur la signification et l'implication philosophique de cette notion qui, pour nous, est plus heuristique.

Du point de vue philosophique, en effet, la notion de « passant », telle que théorisée par Achille Mbembe, regorge sémantiquement deux idées fondamentales : l'éphémérité et la vulnérabilité de tout et de tous. Et, à en croire l'auteur des *Politiques de l'inimitié*, ces idées avaient eu cours dans les systèmes cosmogoniques des Africains anciens, eux qui prirent très tôt conscience « du caractère fugitif de la vie » (A. Mbembe, 2016, p. 197).

Dans ces conditions, faire monde et humanité avec soi-même et les autres, consiste à tisser avec nous, entre nous et eux des liens qui, de quelle que manière que ce soit, célèbre la vie, le substantiel transversal à tout ce qui vit et respire. Cependant, dans la mesure où notre sujet a trait à la démocratie substantive à l'aune et la lumière de laquelle nous voulons apprécier la bonne gouvernance, il convient, à ce niveau de notre réflexion, d'aborder cette dernière sous le prisme du rapport qu'elles entretiennent et ce, sous l'angle des enjeux et défis.

### **3. Pour une gouvernance intégrale en Afrique postcoloniale : enjeux et défis**

#### **3.1. De la sacralité de la vie humaine et du vivant**

De prime abord, la sacralité de la vie humaine et du vivant sont des enjeux de la démocratie substantive, ou encore des prolégomènes au développement durable et la gouvernance intégrale. En effet, la problématique du développement durable et de la bonne gouvernance, dans la mesure où elle relève du politique comme superstructure institutrice du social et de la protection de la vie humaine et partant du vivant, nécessite une re-définition du politique qui, pensé suivant une modalité autre que celle qui eut cours depuis la colonisation et perpétrée de l'intérieur en postcolonialité, contribuerait à renouer le politique à sa vocation essentielle et destinale : la protection de l'homme et du vivant comme son fondement et son ultime finalité. N'est-ce pas ce que nous voyons *supra* dans les systèmes holistiques des pensées métaphysico-cosmogoniques des Africains anciens dans leur rapport à la nature et aux hommes ?

Cette attitude de la politique conçue et vécue suivant ce qu'il y a de substantiel en l'homme et aux choses qu'est la vie, que nous qualifions de « démocratie substantive » pour emprunter au champ lexical d'Achille Mbembe, représente d'énormes enjeux en matière de développement durable et de gouvernance globale. Dans cette rubrique, nous ne mettrons l'accent que sur l'importance, voire la centralité et la sacralité que la politique, sous l'expression de la démocratie substantive, accorde à la vie humaine et, extensivement, au vivant en général.

Signifier que la protection, la promotion et la sacralisation de la vie, constitutive de la démocratie substantive comme son enjeu fondamental, est prolégomènes au développement durable et la gouvernance intégrale, revient à noter en quoi et par quoi cela est-il possible et ce, en nous prenant pour ancrage et boussole *Vivre sous l'abri du pouvoir. Fondement de la démocratie en Afrique* de Roger Mawuto Afan. En effet, celui-ci, Dès la première ligne de cet ouvrage, l'auteur procède à un changement important du baromètre au moyen duquel l'on jauge et juge conventionnellement la démocratie. Ce faisant, il met, sous l'angle de la centralité et la sacralité, la vie humaine au

commencement, voire la fin de toute réflexion sur la politique en général et son orientation démocratique en particulier. Ainsi écrit-il qu'aujourd'hui, « une réflexion sur les régimes démocratiques africains passent par l'examen de la place de l'être humain dans l'organisation et la gestion du pouvoir politique », R. M. Afan (2020, p. 10). Et pour cause, poursuit-il, « la vie est la source et le noyau de l'être humain » (R. M. Afan, 2020, p. 14). Pour ce faire, au travers d'une mise à distance de la double dimension formelle et procédurale constitutive du parcours démocratique en Afrique, c'est-à-dire du pouvoir du peuple par les élections, l'auteur note la nécrologie politique inhérente à cette pratique.

Pour l'instant, loin d'être une solution à la démocratie en Afrique, les élections mettent en cause de nombreuses vies humaines. Ce n'est donc pas les élections comme moyens politiques qui sont en cause, mais la place de la vie humaine dans tout régime politique. Par conséquent, ce n'est pas à l'aide d'un démocratomètre qu'il faut mesurer l'existence et la qualité de la gouvernance en Afrique ; elle doit mesurer par rapport au respect de la vie comme horizon de toute action politique (...) En effet, bien qu'étant préoccupé par le pouvoir, le politique est aussi appelé à promouvoir la vie. Aucune société ne peut garantir le vire-ensemble harmonieux sans un engagement à la sauvegarde de la vie (R. M. Afan, 2020, p. 14).

Ces affirmations, Roger Afan Mawuto les loge dans une tradition philosophique africaine caractérisée par la centralité et la sacralité de la vie ; laquelle, souligne-t-il, est l'un des apports fondamentaux de l'Afrique dans la construction de l'Universel. Et ce, d'autant plus que pour lui, « c'est bien surtout pour sa conception de la vie et des rapports entre humains que l'Afrique est attendue dans la rencontre avec les autres peuples du monde » (R. M. Afan, 2020, p. 20). Dans une approche somme toute réductrice, voire approximative, l'on peut, sous l'égide de Roger Afan Mawuto, résumer cette conception de la centralité et la sacralité de la vie en des termes issus de son livre qui la lie à une vision cosmologique. D'abord, pour lui, en Afrique en général,

le cosmos, en effet, représente, dans la perception collective des africains, l'habitat des forces visibles et invisibles, le siège de

l'énergie primordiale. De ce fait, il apparaît que tout ordre qui émane de cette énergie primordiale et des forces centrifuges qui se trouvent partout dans la nature dépendent elles aussi de l'Ordre des ordres (R. M. Afan, 2020, p. 45).

Par cette pensée, par laquelle l'auteur s'efforce de puiser dans l'Afrique d'hier en vue de proposer une conception de la politique et de la démocratie propice au développement durable et à la bonne gouvernance aujourd'hui, il est à noter ce qui suit. En fait, la sacralité de la vie en général dont la démocratie substantive en est la figure socio-politique, a un fondement ontologique, métaphysique et surtout cosmologique. Cela veut dire que la politique, en se conformant au principe vital repérable au sein de la nature et dans la nature des choses, saura aider les Africains à une profonde compréhension de ce que faire la politique ou être un homme politique signifie, à savoir prendre soin de la vie pour l'épanouissement de "toute" ses dimensions. Par conséquent, « toutes les notions humaines de la vie sociale sont inspirées par une pensée de la présence de l'esprit des ancêtres, d'une force supérieure à laquelle tous les êtres vivants sont appelés à participer ; vivre est un acte de participation à la nature » (R. M. Afan, 2020, p. 45).

Dans cette optique, l'auteur place la vie ainsi que la recherche des mécanismes ou moyens de sa promotion, protection et sauvegarde au sein même de la pratique politique, indépendamment de son orientation démocratique, monarchique, aristocratique, etc., au centre de toute réflexion et action politique, fut-ce-t-elle démocratique. C'est ainsi qu'il plaide pour la nécessité

d'un régime politique fondé sur les valeurs fondamentales de la société qui aident à respecter la vie (...), peu importe la forme qu'il prend et le nom qu'on lui donne. (...) Il faut se battre, non prioritairement pour la démocratie mais pour le respect des valeurs liées au respect de la vie humaine. Ce sont ces valeurs que la démocratie doit aider à protéger et à promouvoir, pas l'inverse (R. M. Afan, 2020, p. 173).

C'est dans le respect de la vie commune à l'humanité comme critère de son humanité que Roger Afan Mawuto reconnaît l'une des valeurs sacrales et cardinales de la démocratie qu'est l'égalité. Car pour lui, « dire que tous les êtres humains sont égaux, suppose un

critère de comparaison ; il pourrait être la participation de tous les êtres humains à une commune et unique vie » (R. M. Afan, 2020, p. 212). De ce fait, défendre non pas seulement le droit à la vie, mais aussi et surtout le droit de vivre, constitue l'horizon et l'enjeu de la démocratie substantive en vue d'une organisation de la coexistence des hommes qui soit propice à la liberté, la paix, à la bonne gouvernance et au développement durable et intégral. En clair, « plus que le "droit à la vie" (...), c'est plutôt le "droit de vivre" qu'il faut défendre comme inconditionnel (...) ; la société a le devoir de protéger la vie parce que chaque être vivant a une destinée éthique à remplir » (R. M. Afan, 2020, p. 215).

Cependant, cette manière de concevoir la vie comme valeur ultime de la gouvernementalité et la durabilité en matière de développement intégral nécessite absolument, nous semble-t-il, un retournement radical dans la pensée et la pratique politique qui, de la nécropolitique, doit se faire biopolitique. Tel est le défi majeur à relever sous nos tropiques africaines et sur lequel nous voulons dire quelques mots.

### **3.2. De la biopolitique comme défi majeur pour la bonne gouvernance et le développement durable**

La notion de "biopolitique", à l'instar de plusieurs mots composés, est le fruit d'un jeu combinatoire, c'est-à-dire un mot obtenu au moyen de la commissure ou la jonction de deux autres, en l'occurrence "bio" et "politique". Littéralement, "biopolitique" voudrait signifier « vie politique ». Plus clairement, "biopolitique" peut s'entendre comme le moment de l'implication entre la vie biologique et la vie politique. En somme, par "biopolitique", nous pouvons, en tout cas au premier degré, l'entendre et la comprendre comme le moment où

désormais, (...) la vie (devient) l'enjeu de l'activité politique. la vie biologique qui était maintenue en dehors du domaine politique devient une préoccupation des responsables politiques. Agir politiquement signifie, désormais, prendre soin de la vie qui jusque-là avait été exclue du logos politique (R. M. Afan, 2020, p. 66).

En fait, par biopolitique, il s'agit « de prendre en compte la vie, les processus biologiques de l'homme-espèce, et d'assurer (...) une régularisation » (M. Foucault, 1997, p. 215). Cela veut dire qu'avec le tournant "bio" du politique, il s'est agi d'un tournant important qui, selon Michel Foucault, est un remarquable changement qualitatif de paradigme prenant la vie de l'homme pour enjeu ou ultime finalité de l'activité politique comparativement à l'ancienne théorie de la souveraineté, terreau propice à la nécropolitique, c'est-à-dire à une conception de la politique qui produit la mort comme effet ou conséquences de ses agissements.

En effet, la biopolitique, l'alteronyme de la démocratie substantive, est le lieu de l'accomplissement même du dessein politique et notamment démocratique dans la mise en lien et en forme du social en renversant les fondements formels pour mettre l'accent sur ce qui est essentiel, à savoir la vie. Toutefois, contrairement à toute vision défaitiste, voire fataliste qui pourrait être lue comme virtualité constitutive de la pensée de Roberto Esposito, l'auteur "croit" non pas en la fin de la démocratie en elle-même, mais aussi et surtout, en la nécessité de la penser autrement, afin qu'advienne son sens proprement politique de conduite et de pasteur de la vie des hommes dans une perspective qui se veut strictement horizontale, c'est-à-dire de gestion des hommes par eux et surtout pour eux, pour leur bonheur, leur mieux-être.

Au niveau politique et gouvernemental, cela devrait se traduire, depuis la conception de la vie jusqu'à son éclosion et son épanouissement, par le truchement des services publics, pratiques politiques et sociales, afin de permettre à la vie d'être dignement vécue. C'est pourquoi, pour l'effectivité de cette possibilité, il urge de « décoloniser l'imaginaire » de la rationalité politique en cours en Afrique postcoloniale essentiellement nécrologique, et la reconnecter à l'imaginaire des systèmes de pensées métaphysico-cosmogoniques et son expression politique sous les traits de la démocratie substantive.

## **Conclusion**

Les notions de développement durable et la bonne gouvernance, bien qu'elles semblent dire une extériorité conceptuelle à l'Afrique,

n'en demeure pas moins, dans les faits, trouvables dans les systèmes de pensée métaphysico-cosmogoniques des Africains anciens. Prenant conscience de cet état de choses, Achille Mbembe formule le concept nouveau de « démocratie substantive » pour désigner l'antériorité de la pratique d'une politique de l'écologie générale singulièrement attentive à la vie humaine et partant de tout vivant.

La présente réflexion a développé et mis en évidence l'idée que le développement durable en Afrique postcoloniale, conséquence de la bonne gouvernance, peut trouver une voie de son effectivité par le biais d'une reconnexion de l'imaginaire politique actuel à celui de l'Afrique précoloniale à travers la « démocratie substantive ». Celle-ci, en tant que cosmophilie et anthropologie est susceptible, comme enjeu et par une volonté politique, de faire de l'Afrique d'aujourd'hui le théâtre d'un développement durable effectif qui, lui-même, serait la conséquence logique d'une gouvernance intégrale de l'humain et du vivant.

### Références bibliographiques

AFAN Mawuto Roger, 2020, *Vivre sous l'abri du pouvoir. Fondement de la démocratie en Afrique*, Paris, l'Harmattan.

BAYSER De Xavier, 2009, *Le petit livre du développement durable*, Paris, L'Archipel.

BRUNEL Sylvie, 2008, *À qui profite le développement durable ?* Paris.

FOUCAULT Michel, 1997, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil.

LATOUCHE, Serge, 2005, *Décoloniser l'imaginaire : la pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, Parangon/L'Insomniaque.

MBEMBE Achille, 2016, *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte.

MBEMBE Achille, 2023, « Afrique-France : la fin d'un cycle historique », inédit.

MBEMBE Achille, 2023, « En Afrique, il faut réarmer la pensée », inédit.

MBEMBE Achille, 2023, *La communauté Terrestre*, Paris, La Découverte.

NUBUKPO Kako, 2019, *L'urgence africaine. Changeons le modèle de croissance*, Paris, Odile Jacob.

RIST Gilbert, 2013, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses nationales.

KODJO-GRANDVAUX, Séverine, 2022, « Préface », in *Pour un monde en commun. Regards croisés entre l'Afrique et l'Europe*, Paris, Éditions de l'Aube.

## Table des matières

De l'utilité sociale de la philosophie et de la contribution du Laboratoire de philosophie à la formation d'une relève endogène ... Georges ZONGO .....	27
Biopsychosocial repercussions of HIV seropositivity in pregnant women treated at the Yopougon Santé Urban Health Center, Ivory Coast ... Woria Affibè AMICHIA, Rita AKA, Yao Étienne KOUADIO.....	39
La diaspora haoussa de Korhogo : de la mobilité sahélienne à l'ancrage urbain (1903-2010) ... Dossongou Drissa SORO .....	61
De quoi souffre l'humanité : de la laïcité ou du terrorisme ? Tégawendé Lazard OUEDRAOGO .....	85
Médecine d'augmentation et nature humaine : défis d'une régulation éthique et politique ... Jean Désiré SAWADOGO, Roger TAMBANGA.....	109
Conflits armés terroristes et relations sociales au Mali : cas des rapports inter et intracommunautaires dans le cercle de Niono ... Siriman FANE, Oumarou TOGOLA.....	137
La langue bisa dans Terre rouge d'Aristide TARNAGDA ... Issifou TARNAGDA, Boukary TARNAGDA, Mamadou BAYALA....	151
Les alliances matrimoniales en Afrique de l'Ouest : un mécanisme traditionnel de gestion des conflits et de consolidation de la paix ... Thérèse SAMAKE.....	175
Effets de la valorisation du pagne Koko Dunda à Bobo-Dioulasso au Burkina Faso ... Arcadius SAWADOGO.....	205
Du rituel à l'hypocrisie : critique du « mastuvuisme » religieux comme simulacre de piété en Afrique ... N'guessan Fidèle KOUASSI .....	223

Dynamique des genres et plurilinguisme comme esthétique d'affirmation de soi et de construction d'identités dans les arts et les lettres négro-africains ... Boulkindi COULDIATI .....	241
Politique et science : la question de la conscience de l'utilisateur selon Edgar Morin ... Dimon Raymond OYENIRAN .....	257
Crises sociopolitiques en Afrique : enjeux et solutions pour une paix durable ... N'dah Pascal N'TCHA.....	273
Enjeux de la Pisciculture dans la commune Bagré : entre entrepreneuriat et perceptions des consommateurs ... Denis IDO, Ousmane ZOUNGRANA, Jean Charles BAMBARA .....	293
Le machiavelisme : somme de valeurs soporifiques ou thérapeutiques ? ... Akesse Charles MIAN, Niali Armand-Privat PILLAH, Bi Naga Landry BOTTY .....	313
Le ballet, la mode et la musique comme outils d'une poésie totale chez Mallarmé ... Soiliho BAIKORO.....	329
La réappropriation de l'histoire dans le théâtre africain contemporain (1990 à nos jours) ... El Hadji Abdoulaye SALL .....	343
L'inscription du lecteur dans le roman africain francophone contemporain : stratégies autoriales de programmation de la réception ... Tchasse AKPAOU .....	357
Le deuxième livre de « l'ethnographe » africaniste. De Michel Leiris à Valentin Yves Mudimbe ... MORO NGOMO Will's Ulrick Confi .....	383
Penser l'endogénéité du développement durable en Afrique postcoloniale à la lumière de la démocratie substantive : prolégomènes à une gouvernance intégrale... Amenan Madeleine KOUASSI, Goli Jean Christ Jonathan GOGBÉ.....	403
Monseigneur Dieudonné YOUGBARÉ et la synodalité... Alfred BONKOUNGOU .....	427

Analyse sémantico-pragmatique des inférences dans la langue  
koulango ... Kouadio Eric ADJOUMANI, Yves-Marcel YOUANT,  
Jean-Claude DODO .....441

Les services publics mobiles comme instrument de politique  
publique au Sahel... Sampala Fatimata BALIMA.....453